

PRÉFET DE LA VENDÉE

Arrêté n°14-DRCTAJ/1- 490

mettant en demeure la société POLLINA de respecter les dispositions applicables
aux installations qu'elle exploite à CHASNAIS

Le Préfet de la Vendée
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5 ;

VU l'arrêté préfectoral n°07-DRCTAJE/1-314 du 3 août 2007 modifié, autorisant la société POLLINA à exploiter, après régularisation, une imprimerie, zone industrielle de Chasnaïs sur la commune de CHASNAIS ;

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'article 5.5 alinéa 1 de l'arrêté préfectoral du 3 août 2007 susvisé imposant l'établissement d'un plan de gestion des solvants lorsque la consommation de solvants est supérieure à une tonne par an ;

VU l'article 5.5 alinéa 3 de l'arrêté préfectoral du 3 août 2007 susvisé imposant la surveillance des valeurs limites d'émissions pour les rotatives offset équipées d'un oxydeur thermique ;

VU l'article 7.1.5 de l'arrêté préfectoral du 3 août 2007 susvisé imposant une campagne de mesure des niveaux sonores tous les trois ans ;

VU l'article 18 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé imposant une analyse du risque foudre ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées, en date du 6 août 2014, transmis à l'exploitant par courrier du même jour, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

Considérant que lors de la visite du 5 août 2014, l'inspecteur de l'environnement a constaté que le plan de gestion des solvants n'a pas été réalisé pour 2013 ;

Considérant que lors de la visite du 5 août 2014, l'inspecteur de l'environnement a constaté qu'aucune mesure des rejets atmosphériques des rotatives offset équipées d'un oxydeur thermique n'a été réalisée pour 2013 ;

Considérant que lors de la visite du 5 août 2014, l'inspecteur de l'environnement a constaté qu'aucune campagne de mesure des niveaux sonores n'a été effectuée au cours des trois dernières années ;

Considérant que lors de la visite du 5 août 2014, l'inspecteur de l'environnement a constaté que l'analyse du risque foudre n'a pas été effectuée ;

Considérant que ces constats constituent des manquements aux dispositions des articles 5.5 et 7.1.5 de l'arrêté préfectoral du 3 août 2007 susvisé et aux dispositions de l'article 18 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé ;

Considérant que ces manquements ne permettent pas de protéger certains intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société POLLINA de respecter les dispositions des articles 5.5 et 7.1.5 de l'arrêté préfectoral du 3 août 2007 susvisé et les dispositions de l'article 18 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

ARRETE

Article 1 : La société POLLINA, exploitant une imprimerie, zone industrielle de Chasnaïs à CHASNAIS, est mise en demeure **dans un délai de trois mois** à compter de la notification du présent arrêté :

- de respecter les dispositions de l'article 5.5 alinéa 1 de l'arrêté préfectoral du 3 août 2007 susvisé en réalisant un plan de gestion de solvants pour l'année 2013 ;
- de respecter les dispositions de l'article 5.5 alinéa 3 de l'arrêté préfectoral du 3 août 2007 susvisé en réalisant une mesure des rejets atmosphériques des rotatives offset équipées d'un oxydeur thermique ;
- de respecter les dispositions de l'article 7.1.5 de l'arrêté préfectoral du 3 août 2007 susvisé en effectuant une campagne de mesure des niveaux sonores ;
- de respecter les dispositions de l'article 18 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé en effectuant une analyse du risque foudre.

Article 2 : Monsieur le président de la société POLLINA adressera au préfet de la Vendée, **dans un délai de trois mois** à compter de la notification du présent arrêté, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1.

Article 3 : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des sanctions pénales encourues, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L.171-7 du code de l'environnement, les sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement relatif aux installations classées dont un extrait est annexé au présent arrêté.

Article 4 : Conformément aux dispositions de l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Nantes dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

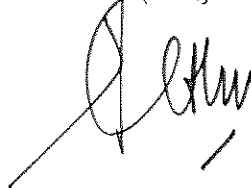
Article 5 : Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de CHASNAIS et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté sera affiché dans cette même mairie pendant une durée minimum d'un mois.
Un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire et envoyé à la préfecture - bureau du tourisme et des procédures environnementales et foncières, section des installations classées.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de la Vendée et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant par lettre recommandée avec accusé de réception, et dont une copie sera transmise au sous-préfet de FONTENAY LE COMTE.

Fait à La Roche-sur-Yon, le 1 SEP. 2014

Le Préfet,



Jean-Benoît ALBERTINI

Arrêté n°14-DRCTAJ/1- 490

mettant en demeure la société POLLINA de respecter les dispositions applicables aux installations qu'elle exploite à CHASNAIS

Article L171-8

Créé par Ordonnance n°2012-34 du 11 janvier 2012 - art. 3

D

I. — Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. En cas d'urgence, elle fixe les mesures nécessaires pour prévenir les dangers graves et imminents pour la santé, la sécurité publique ou l'environnement.

II. — Lorsque la mise en demeure désigne des travaux ou opérations à réaliser et qu'à l'expiration du délai impartl l'intéressé n'a pas obtempéré à cette injonction, l'autorité administrative compétente peut :

1° L'obliger à consigner entre les mains d'un comptable public avant une date qu'elle détermine une somme correspondant au montant des travaux ou opérations à réaliser. La somme consignée est restituée au fur et à mesure de l'exécution des travaux ou opérations.

Cette somme bénéficie d'un privilège de même rang que celui prévu à l'article 1920 du code général des impôts. Il est procédé à son recouvrement comme en matière de créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine. Le comptable peut engager la procédure d'avis à tiers détenteur prévue par l'article L. 263 du livre des procédures fiscales.

L'opposition à l'état exécutoire pris en application d'une mesure de consignation ordonnée par l'autorité administrative devant le juge administratif n'a pas de caractère suspensif ;

2° Faire procéder d'office, en lieu et place de la personne mise en demeure et à ses frais, à l'exécution des mesures prescrites ; les sommes consignées en application du 1° sont utilisées pour régler les dépenses ainsi engagées ;

3° Suspendre le fonctionnement des installations et ouvrages, la réalisation des travaux et des opérations ou l'exercice des activités jusqu'à l'exécution complète des conditions imposées et prendre les mesures conservatoires nécessaires, aux frais de la personne mise en demeure ;

4° Ordonner le paiement d'une amende au plus égale à 15 000 € et une astreinte journalière au plus égale à 1 500 € applicable à partir de la notification de la décision la fixant et jusqu'à satisfaction de la mise en demeure. Les dispositions des deuxième et troisième alinéas du 1° s'appliquent à l'astreinte.

Les amendes et les astreintes sont proportionnées à la gravité des manquements constatés et tiennent compte notamment de l'importance du trouble causé à l'environnement.

L'amende ne peut être prononcée plus d'un an à compter de la constatation des manquements.

Les mesures prévues aux 1°, 2° 3° et 4° ci-dessus sont prises après avoir informé l'intéressé de la possibilité de présenter ses observations dans un délai déterminé.